

Entretien exclusif avec Chbih Ould Cheikh Malainine:

**"Nous n'avons fait ni la politique, ni l'opposition pour les beaux yeux de quelqu'un et nous n'en faisons pas un commerce. C'est dans cet esprit qu'il faut voir le Front Populaire."**

*Il s'est levé pour m'accueillir et me proposer de m'installer dans un salon de séjour où les canapés rivalisaient avec des coins et des tables sur lesquels de petits objets artisanaux, souvent des cendriers en forme d'animaux donnaient la réplique à un fume-cigarette égyptien ou quelque chose comme cela. Je devais lui rappeler mon premier entretien avec en ... 1991, à la veille de la première élection première de l'ère démocratique et il se souviendra, vaguement, je le sentais de ce détail. Courtois, plutôt serein et bien dans sa peau, Chbih Ould Cheikh Malainine dévissera avec moi en se rappelant son vieux quartier du Ksar des années 1960, puis de notre journal Nouakchott Info, qu'il trouve "un grand journal qui n'a rien à envier à la presse étrangère. C'est un vrai challenge que vous relevez, avec une réelle amélioration du contenu, vous donnez la parole à tout le monde, c'est vraiment ce que j'appelle un journal." Très rapidement, nous avons passé à l'entretien, chacun ayant certainement hâte à écouter son interlocuteur.*

SUITE P.3



## Entretien exclusif avec Chbih Ould Cheikh Malainine:

# "Nous n'avons fait ni la politique, ni l'opposition pour les beaux yeux de quelqu'un et nous n'en faisons pas un commerce. C'est dans cet esprit qu'il faut voir le Front Populaire."

**Nouakchott Info. :** M. le Président du Front Populaire, dans l'immédiat, nous aurions souhaité comprendre la position de votre parti, sur l'affaire de Jabhalla qui revient au devant de la scène avec des communiqués du FONDAD et de l'association non reconnue SOS-Esclaves, sachant que vous ne vous êtes toujours pas prononcés là-dessus ?

**Chbih Ould Cheikh Malainine :** En fait nous n'avons pas l'habitude de parler des choses qu'en dernier moment et nous sommes une parti politique qui réagissons et ne le faisons que par des communiqués ou des interviews. Je crois comprendre à travers votre question que vous vous demandez pourquoi n'avons-nous pas été présents à la réunion des partis de l'opposition ? C'est tout simplement parce que nous n'avons pas été invités. Si nous avions été invités, nous serions présents et je crois que la présence d'ailleurs ne veut pas dire l'unanimité sur les jugements choisis. Il y a un certain exhibitionnisme dans l'air du temps qui ne nous convient pas. Nous avons une position sur ce qu'on appelle l'esclavage. Je crois que quelque part beaucoup commencent à se rabattre, sans nous donner les droits d'auteur, sur cette position. Nous avons dit dès 1997, avant même d'être reconnus, que nous considérons que ce n'est pas parce qu'on ferme les yeux que vous, vous n'êtes plus là ; que cela s'appelle être aveugle. Dans ce pays, il y a encore des pratiques esclavagistes. Mais quel que soit notre différend avec le gouvernement, nous ne pouvons pas dire que ces pratiques sont institutionnelles. Nous avons dit qu'il y a des séquelles très importantes, mais je commence à avoir l'impression que les gens ne savent pas la définition du mot "séquelles". C'est-à-dire qu'après certaines pratiques, il reste des survivances, des habitudes, des comportements. Certains peuvent être réglés par les droits, par l'économie - et j'y crois - par une mise à niveau des gens qui vivent encore ces séquelles, cela permettra une certaine égalité effective. Je crois que cette pratique n'est pas seulement réservée à une catégorie des mauritaniens. Il n'y a pas que les arabes qui sont esclavagistes ou les soninké, ou les pulaar ou les wolof qui sont esclavagistes. En fait, c'est une pratique qui existait partout et entre nous cela revient à un mode de production qui a été dominant à une époque un peu partout. Vous savez, aux Etats-Unis d'Amérique, jusqu'en 1962, dans plusieurs Etats américains, il était interdit à des enfants noirs d'aller dans certaines écoles. Pourtant la guerre de sécession aurait dû effacer définitivement l'esclavage mais des séquelles de cet esclavage ont persisté. Et nous, nous croyons qu'il faut abolir juridiquement l'esclavage, appliquer les lois mais qu'il faut obligatoirement une mise à niveau économique, c'est-à-dire la géographie de la pauvreté dans ce pays évanesque pratiquement les mêmes contours que les autres dans ce pays. C'est aussi la définition de l'esclavage que nous donnons : l'esclave n'est libre que quand il passe le statut de propriété à celui de propriétaire. Et naturellement, à priori nous condamnons, et condamnons fermement toutes pratiques directes ou indirectes de l'esclavage. C'est ça notre position, quant à assister maintenant à une réunion, il faut d'abord y être invité. Si on accepte, on vient, parce qu'on peut être invité et ne pas venir, mais ceci est la réalité, on ne nous a pas contacté pour cela. C'est d'ailleurs, soit dit en passant, un peu la pratique

entre certains partis de l'opposition.

**N.I. :** Permettez-moi alors de saisir la balle à l'envol, puisque lors de rencontre avec le Premier ministre en début de semaine, que nous estimions aller dans le sens de la concertation et du réchauffement des rapports Pouvoir/ Opposition, vos avis dans les rangs de l'Opposition dite "modérée" ou "radicale", étaient très mitigés sur ce changement de week-end. Alors, nous demandons-nous, ne faut-il pas commencer par un dialogue inter-opposition pour régler vos différends et vous unir plutôt que de laisser le Pouvoir le faire malgré vous ?

**C.O.C.M. :** Merci de me poser cette question qui, quelque part va dans le même sens que votre première question. En fait, ce classement est complètement idiot, passez-moi l'expression, parce que je ne vois pas en quoi le Front Populaire d'il y a une année a changé de ses concepts, dans ses textes, dans sa politique et comment peut-il être, la nuit, modéré et, le jour, une opposition radicale ? Nous, nous avons un projet de société et sommes des gens ancrés - et pas depuis la Constitution de 1991 - dans ce qu'on appelle une approche démocratique qui, à un moment donné s'appelait approche révolutionnaire. La science politique qu'on nous a enseigné classe les partis en fonction de certains éléments notamment leur comportement idéologique, leur comportement, je dirai social, on disait avant "comportement de classe" et leur pratique quotidienne et leur position sur les événements. Nous avons toujours eu des positions très claires sur les événements. S'il faut malheureusement prêter allégeance aux gens qui se sont octroyés le droit de déterminer qui est opposant ou qui ne l'est pas, qui est modéré ou qui est radical, nous, nous ne prétendons allégeance à personne et nous ne reconnaissons le leadership de personne. Et nous n'avons fait ni la politique, ni l'opposition pour les beaux yeux de quelqu'un et nous n'en faisons pas un commerce. C'est dans cet esprit qu'il faut voir le Front Populaire. Nous avons des idées que nous croyons. Le jour où elles sont appliquées ou leur majorité est appliquée, quelque soit celui qui les applique, nous l'applaudirons et le pouvoir n'est pas une fin en soit pour nous. Le pouvoir est un moyen. Nous cherchons le pouvoir pour essayer de réaliser un projet de société que l'on a décidé. Permettez-moi, puisque nous parlons de classement, de demander qu'avez-vous fait ? Vous avez pris les déclarations politiques, les programmes faits par l'ensemble des partis pour dire qui fait quoi et quel est le projet de qui ? Si je voulais être arrogant, je posera la question pour savoir quel est le projet de X ou de Y, et vous n'y répondez pas parce que tout simplement il n'a jamais été écrit, donc laissez-nous vivre en courtoisie où chacun connaît qui est l'autre. Le Front Populaire ne fait la politique pour les beaux yeux de personne. Ce qui nous amène à l'autre partie de votre question : faudrait-il que l'opposition dialogue entre elle ? En fait l'opposition en tant que personne morale virtuelle est une création de la presse. Il y a des partis d'opposition, mais il n'y a pas l'Opposition. Ce n'est ni une personne morale ni une coalition. Nous n'avons pas participé en tant que parti à l'élection présidentielle. Les militants du Front Populaire ont voté, le parti, lui, n'a pas participé. Et j'ai été très surpris par le comportement des gens à l'égard de cette position qu'ils appellent une

position neutre. Non, c'est la seule position qui n'est pas neutre parce que c'est une position arrogante qui veut dire, Messieurs, vous n'avez rien présenté. Je ne suis pas prêt à participer à une élection de chef de tribus mais à une élection présidentielle où chacun présente aux populations un contrat social qu'on appelle un programme. Ceci n'a pas été fait et moi, je ne peux pas justifier cela à mes sympathisants. Non, vous êtes neutre et vous ne pouvez soutenir quelqu'un. Mais qui est-ce qui m'empêche et qui m'a payé le prix de ne pas soutenir celui que j'ai envie de soutenir. Si j'avais envie de soutenir ou que je croyais qu'il fallait Ould Taya, je l'aurais fait. Et je voudrais bien trouver quelqu'un qui me présente son acte de propriété sur moi, pour me dire non, vous ne faites pas cela. Il faut arrêter de se faire des coups bas, de dénigrer les gens. Nous acceptons de faire le dialogue avec n'importe qui sur les questions mauritaniennes. Nous, au Front Populaire, l'autonomie régionale est très importante pour nous, avec des wail responsables devant une assemblée régionale. Mais avec qui je vais discuter dans les autres partis ? Moi, je suis pour la bulletin unique pour les élections. Avec qui je vais le dialogue ? Les gens ont parlé d'une commission nationale indépendante pour les élections, moi, je dis une commission partagée. Donc il y a une différence dans ce que nous voulons, etc.

**N.I. :** Dans quelques jours, le RDU va organiser des réflexions sur le dialogue entre les acteurs politiques de tous les bords et de la société civile, considéré comme le véritable départ d'une amorce d'ouverture politique. Où se situe le Front Populaire dans ce dialogue et quelles seront ses doléances ?

**C.O.C.M. :** Le Front Populaire se situera dans ce dialogue dans le siège qu'on nous présentera. Je ne vois pas un problème de situation. Il y a une invitation qui a été faite par le président Ahmed Ould sidi Baba où il a tenu à souligner d'ailleurs que l'initiative ne vient que du RDU, donc un dialogue entre partis. Maintenant comme ils vont faire des exposés, comme le fait la politesse et comme cela prend l'allure beaucoup plus de conférences, je crois personnellement que nous serons à cheval sur nos principes. Pour ce qui est maintenant du fait que cette initiative est le début du dialogue, non je ne crois pas, parce que le dialogue est, pour nous, avec les décideurs, donc avec le Président de la République ou ses mandataires. C'est comme cela que nous voyons le dialogue et c'est pourquoi nous ne l'avons jamais cherché même avec le Parti. Mais cette initiative assure d'un climat de confiance et c'est une excellente chose.

**N.I. :** Pour en revenir à votre rencontre avec le Premier ministre au sujet du changement de week-end, quels éclaircissements de votre position pouvez-vous nous faire ?

**C.O.C.M. :** Je n'ai à aucun moment senti que le Premier ministre nous a appelé uniquement pour un décalage de week-end parce qu'il a fait une longue introduction dans laquelle il a parlé des problèmes, des grands défis que rencontre le pays, de la nécessité de la bonne gouvernance, des défis économiques et naturellement du décalage du week-end. Moi, je m'excuse, c'est par des formations professionnelles, le décalage du week-end n'est un petit problème. C'est un grand problème et si les gens, historiquement, se souviennent, il a fallu quand même plus de 60

ans de lutte, avec le Front Populaire en 1936, le congé payé, donc, ce week-end est très important. Il est d'autant plus important, qu'économiquement, il a énormément d'impacts. Le Premier ministre nous a parlé d'une étude qui aurait évalué cet impact à 17 milliards d'UM de perte qui doit être due en grande partie à ce qu'on appelle des dates de valeurs. Donc c'est globalement important pour notre société et naturellement je n'y voyais pas d'inconvénient et religieusement, le vendredi étant un jour sain, je ne vois pas pourquoi il serait affecté aux loisirs et aux futilités. J'ai parlé avec le Premier Ministre de plusieurs sujets qui me paraissent importants surtout sur le plan économique, du dialogue et de la nécessité du dialogue et je lui ai demandé de transmettre cela au Président de la République. Que le dialogue est nécessaire et qu'il constitue la meilleure muraille contre l'instabilité c'est la démocratie. J'ai donné mon point de vue sur le pétrole dont les recettes sont un problème qu'il faut voir. Une économie c'est comme le ventre d'un homme et ne peut absorber quelque chose d'inutile, donc si cette économie ne prévoit pas, ne planifie pas la consommation et l'absorption des recettes et que je ne vois aucun plan et que le pétrole se trouve pour la première production offshore que des revenus de recettes, si on ne crée pas des passerelles et des ponts qui passent par la création d'industries basées sur le pétrole installées à terre, notamment des raffineries et d'autre part la liquéfaction du gaz, des dispatching de ce gaz parce que nous pouvons piéger quelques marchés comme le marché du Mali, du Sénégal. Je suis très étonné et j'ai l'impression que, soit il n'y a pas de stratégie, soit il y a de mauvaises coordinations quelque part parce qu'à ma connaissance ils ont pris langue avec leurs partenaires de l'OMVS pour voir les possibilités de trouver le financement et de faire un autre barrage hydraulique, alors que nous nous produisons le gaz et que nous pouvons proposer de faire la production à partir du gaz, c'est beaucoup plus intéressant et sa contribue au développement de notre secteur des hydrocarbures. De même que je lui ai dit au passage, comme il parle de bonne gouvernance et que le Président a parlé à Kiffa des problèmes de l'administration que je suis contre l'idée que le pétrole dépende d'un département ministériel, surtout que l'administration est à réformer ; ce secteur qui est encore vierge, qui est encore nouveau, ne faudrait-il pas créer un office ou une cellule auprès du Premier ministre qui permette un développement sur des bases solides et qu'après au moment, quand c'est mieux on en fasse un ministère. On a parlé des problèmes de la monnaie et je lui ai dit que malgré tout ce que la Banque Centrale a fait pour la Mauritanie de la création d'une classe d'hommes d'affaires mais que malgré cela il ne faut pas oublier qu'elle a été créée dans des conditions monolithistes et qu'il est temps aujourd'hui que la Banque centrale dépende d'un Conseil national du crédit et de la monnaie qui se réunit une fois par an pour donner ses instructions et à la fin de l'année se réunit à nouveau pour évaluer. Ceci est d'autant plus important que les crédits doivent être répartis sectoriellement mais aussi spatialement pour permettre aux de se développer.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
MOMHAMED OULD KHATTAT